



HAL
open science

La défiance envers la gauche et la droite au coeur de la présidentielle 2007

Jérôme Jaffré

► **To cite this version:**

Jérôme Jaffré. La défiance envers la gauche et la droite au coeur de la présidentielle 2007. [Rapport de recherche] Cevipof. 2007. <hal-01063754>

HAL Id: hal-01063754

<https://sciencespo.hal.science/hal-01063754v1>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

CEVIPOF



CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE 2007

Jérôme JAFFRÉ

*Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 s'est déroulé en quatre vagues de mars 2006 à février 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.*

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

Jérôme JAFFRÉ



L'un des mérites du Baromètre Politique Français est de permettre de suivre sur quatre enquêtes réalisées depuis un an auprès de larges échantillons nationaux (plus de 5000 personnes interrogées dans chaque vague) les attitudes de confiance et de défiance de l'électorat à l'égard du système gauche/droite.

Au moment où a été réalisée la dernière des quatre vagues - à la mi-février 2007 - ces attitudes se trouvent au cœur de la campagne électorale et des mouvements qui la caractérisent. Les électeurs se reconnaissent-ils dans les notions de gauche et de droite ? Font-ils confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner la pays ? Comment évoluent au fil du temps ces attitudes de confiance et de défiance ? Nourrissent-elles un vote anti-système ou bien les candidats leaders de leur camp respectif, Ségolène Royal pour la gauche, Nicolas Sarkozy pour la droite, parviennent-ils à surmonter la montée de la défiance ? Autant de questions importantes auxquelles le BPF apporte un éclairage décisif.

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE STRUCTURE DÉSORMAIS LE PAYSAGE POLITIQUE

Le refus de la confiance

Les quatre vagues d'enquête du Baromètre politique montrent clairement que le refus de confiance à la gauche et à la droite pour gouverner le pays est un phénomène largement majoritaire - trois Français sur cinq le partagent en février 2007. C'est aussi une attitude structurante : malgré une baisse régulière au fil des enquêtes, le pourcentage de refus de confiance est resté depuis un an systématiquement compris entre 60 et 70% des réponses.

Tableau 1: La défiance envers la gauche et la droite touche au moins trois Français sur cinq.

	BPF 1re vague Avril 2006	BPF 2e vague Septembre 2006	BPF 3e vague Décembre 2006	BPF 4e vague Février 2007
Fait confiance pour gouverner				
À la gauche	15	17	19	17
À la droite	15	18	17	21
Ni à la gauche, ni à la droite	69	65	63	61
Sans opinion	1	0	1	1
	100%	100%	100%	100%

Les pourcentages se lisent en colonne.

Or, le mécanisme de la confiance est au cœur des institutions de la V^{ème} République, caractérisée depuis 1962 par l'élection du président de la République au suffrage universel, depuis 1958 par le scrutin majoritaire qui favorise la bipolarisation. Force est donc de constater, à l'approche de la huitième élection présidentielle au suffrage universel depuis 1965, la crise profonde du régime politique français.

Refus de la confiance plutôt que perte d'appartenance puisque en sens inverse 70% des personnes interrogées par l'Ifop acceptent de se classer sur une échelle gauche/droite, qui, il est vrai, inclue la possibilité de se classer au centre. Si trois Français sur cinq ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner, il y a moins d'un Français sur trois pour refuser de se classer sur cette dimension.

Il est ainsi possible de construire une typologie du rapport au système gauche/droite permettant de résumer ces deux informations. La proportion de personnes que l'on peut appeler les "intégrés" au système - ils se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à l'une ou à l'autre des deux grandes tendances pour gouverner le pays - ne représente qu'un peu plus du tiers de l'électorat (36%), même s'il faut noter une remontée de huit points entre la première vague du BPF réalisée au printemps 2006 et cette quatrième vague. Les "défiants" - ils se reconnaissent dans le clivage gauche/droite mais ne font confiance ni à l'une ni à l'autre pour gouverner le pays - constituent le groupe le plus important (38%) et enregistrent même un gain de trois points entre la troisième et la quatrième vague du BPF, c'est-à-dire entre décembre 2006 et février 2007. Enfin, les "hors système" - caractérisés par le refus du clivage gauche/droite et l'absence de confiance pour gouverner le pays - voient leur importance diminuer au fil des enquêtes mais ils représentent tout de même plus du quart de l'électorat.

Tableau 2: Pas de perte de repères mais crise de confiance.

	BPF 1re vague Avril 2006	BPF 2e vague Septembre 2006	BPF 3e vague Décembre 2006	BPF 4e vague Février 2007
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche, centre, droite				
A un sentiment d'appartenance	62	65	67	70
Se classe ni à gauche, ni à droite	37	34	32	29
Sans réponse	1	1	1	1
	100%	100%	100%	100%
Typologie du rapport au système gauche/droite ⁽¹⁾				
Intégrés	28	33	34	36
Défiants	37	35	35	38
Hors système	35	32	31	26
	100%	100%	100%	100%

Les pourcentages se lisent en colonne.

(1) Les intégrés se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. Les défiants se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner. Les hors système se situent "ni à gauche, ni à droite" et déclarent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner. Les interviewés n'entrant pas dans ces catégories (en petit nombre) ont été exclus du calcul.

La chute de confiance depuis 1997

Le retour à des données recueillies par le CEVIPOF à l'occasion des élections législatives de 1997 permet de prendre la mesure de la chute de confiance intervenue au cours de la dernière décennie. Il y a dix ans, le refus de confiance envers la gauche et la droite touchait 46% des Français, il en concerne désormais 61%, une hausse de 15 points ! En revanche, le refus de se classer sur l'échelle gauche/droite n'a progressé que de quatre points au cours de la même période. Sans doute, le mouvement a-t-il été atténué par la modification de la question puisque le BPF offre la possibilité de se classer "au centre", ce qui n'était pas proposé en 1997 et a sans doute permis de maintenir à l'intérieur du clivage une part non négligeable d'électeurs. Dans la vague de février 2007, 15% des personnes interrogées se classent ainsi au centre.

Si l'on applique rétrospectivement à 1997 la typologie du rapport au système gauche/droite, on constate que la majorité absolue des électeurs (52%) pouvait être considérée comme intégrés au système politique, alors qu'ils ne sont plus que 36% en février 2007, soit une baisse de seize points. Les hors système profitent peu de ce recul (+ 3 points seulement). En revanche, la proportion de défiants s'envole, avec un gain de treize points, devenant le groupe numériquement le plus important.

Tableau 3: La chute de confiance de la dernière décennie.

	Enquête post- électorale CEVIPOF Législatives 1997	BPF 4e vague Février 2007	Écart
Confiance pour gouverner			
À la gauche	26	17	+ 15 pts
À la droite	26	21	
Ni à l'une, ni à l'autre	46	61	
Sans réponse	2	1	
	100%	100%	
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite (1)			
A un sentiment d'appartenance	72	70	+ 4 pts
Se classe ni à gauche, ni à droite	25	29	
Sans réponse	3	1	
	100%	100%	
Typologie du rapport au système gauche/droite			
Intégrés	52	36	+ 13 pts
Défiants	25	38	
Hors système	23	26	+ 3 pts
	100%	100%	

Les pourcentages se lisent en colonne.

(1) Dans l'enquête post-électorale de 1997, la question sur le sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite n'incluait pas la possibilité de se classer au centre.

La crise envers la gauche et la droite n'est plus une cassure peuple/élites ou périphérie/centre du système

Sur le plan social, la hiérarchie de l'intégration au système gauche/droite obéissait en 1997 aux canons de la sociologie électorale : à son maximum parmi les catégories intellectuelles, élevée parmi les catégories supérieures, plus faible chez les ouvriers et les employés. Dix ans plus tard, la crise est partout. Dans toutes les catégories sociales, la défiance est à la hausse, avec une progression variant de huit à vingt-six points. Elle est massive dans les catégories intellectuelles (+ 26 points chez les enseignants !, + 15 points chez les étudiants et lycéens) et les classes moyennes salariées (+ 23 points parmi les professions intermédiaires) et indépendantes (+ 20 points chez les commerçants et artisans). Dans les années 1990, la crise du système politique était une crise verticale qui opposait les ouvriers et les employés au reste de la société, et en particulier aux élites. Dans les années 2000, la crise est devenue générale, associant les classes moyennes aux catégories populaires (comme l'avait déjà montré le référendum de 2005) et s'étendant désormais aux couches intellectuelles de la nation, qui se comportent davantage sur ce point comme des suiveurs plutôt qu'en leaders d'opinion.

Tableau 4: La crise du système gauche/droite n'est plus une crise verticale peuple/élites

	Enquête CEVIPOF 1997			BPF Vague 4 Février 2007			Montée de la défiance
	Intégrés	Défiants	Hors système	Intégrés	Défiants	Hors système	
Profession actuelle de l'interviewé							
Enseignant	64%	24%	12%	36%	50%	14%	+26 pts
Étudiant, lycéen	60%	23%	17%	35%	38%	27%	+ 15 pts
Inactif, retraité	57%	24%	19%	43%	35%	22%	+ 11 pts
Cadre	55%	30%	15%	44%	38%	18%	+ 8 pts
Profession intermédiaire	54%	24%	22%	29%	48%	23%	+ 24 pts
Petit commerçant, artisan	46%	26%	28%	30%	46%	24%	+ 20 pts
Ouvrier	44%	25%	31%	32%	37%	31%	+ 12 pts
Employé	43%	26%	31%	26%	35%	39%	+ 9 pts

Les pourcentages se lisent en ligne.

Sur le plan politique, on constate en 1997 une forte intégration au système avec deux blocs constitués. A droite, les sympathisants du RPR et de l'UDF avaient des attitudes très proches, avec un taux d'intégration très élevé. A gauche, les sympathisants PS, PC et extrême gauche constituaient une sorte de camp de la gauche traditionnelle fortement intégrée au système gauche/droite, alors que les sympathisants Verts - dont la formation allait pour la première fois accéder aux responsabilités ministérielles - étaient les seuls, avec ceux du Front national et bien sûr les "sans préférence partisane" à se situer en défiance ou en rejet.

En février 2007, la crise n'oppose plus les partis périphériques ou extrémistes aux partis centraux. Elle plonge désormais au cœur du système. Suivant leur leader François Bayrou, les sympathisants de l'UDF ont basculé massivement dans le camp de la défiance. Pour leur part, les Verts sont encore plus éloignés du système gauche/droite qu'en 1997 : près de la moitié d'entre eux se classe hors système. Le phénomène est encore plus large et plus profond : le pourcentage de défiants augmente de quatorze points parmi les sympathisants socialistes et de douze points chez les sympathisants de l'UMP. Aujourd'hui, le seul électorat à être encore en majorité intégré au système gauche/droite de la V^{ème} République est celui de l'UMP (à 60%). Seule une minorité des sympathisants socialistes (46%) partagent cette attitude, vingt-trois points de moins qu'en 1997.

Tableau 5: La crise du système gauche/droite atteint de plein fouet les partis centraux.

	Enquête CEVIPOF - 1997			BPF Vague 4 - Février 2007			Montée de la défiance
	Intégrés	Défiants	Hors système	Intégrés	Défiants	Hors système	
Préférence partisane:							
Extrême gauche	63%	33%	4%	22%	41%	37%	+ 8 pts
Parti communiste	73%	22%	5%	45%	40%	15%	+ 18 pts
Parti socialiste	69%	23%	8%	46%	37%	17%	+ 14 pts
Verts	31%	34%	35%	15%	37%	48%	+ 3 pts
UDF	70%	21%	9%	25%	55%	20%	+ 34 pts
RPR/UMP	77%	15%	8%	60%	27%	13%	+ 12 pts
Front national	16%	49%	35%	26%	45%	29%	- 4 pts
Sans préférence partisane	14%	24%	62%	13%	28%	59%	+ 4 pts

* Les pourcentages se lisent en ligne.

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE EST AU CŒUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La distance prise par les Français à l'égard du système gauche/droite est au cœur de la campagne électorale de 2007, telle qu'on peut la juger à partir des données du BPF recueillies au cours du mois de février. Car la défiance politique s'accompagne d'attitudes d'inquiétude voire de repli. Elle pèse sur les attentes à l'égard de l'élection présidentielle et oriente au moins en partie les comportements électoraux.

Inquiétude et tendance au repli

Ainsi, la proportion de Français très inquiets sur deux critères personnels majeurs - l'avenir de leurs enfants et la perspective de leur propre retraite - croît fortement selon que l'on examine les résultats parmi les intégrés puis les défiants et, enfin, les hors système. Il est même tout à fait remarquable de relever que les réponses des défiants sont systématiquement plus proches de celles des hors système que des intégrés.

La même structuration des opinions se retrouve sur la situation de la France. Les intégrés sont une moitié à être optimistes sur la situation économique de la France dans les six mois à venir, contre un quart seulement des défiants et des hors système. Les intégrés sont les seuls à souhaiter nettement que la France s'ouvre sur le monde, alors que les défiants sont beaucoup plus partagés et les hors système franchement partisans d'une attitude de repli. Au demeurant, au référendum de 2005, telle que l'enquête de l'Ifop permet d'en reconstituer le vote, seul le groupe des intégrés s'est prononcé pour le "Oui", alors qu'il n'y a pratiquement pas de différence entre les défiants et les hors système unis dans un vote "Non" à plus de 60% des suffrages exprimés.

Tableau 6: La défiance envers la gauche et la droite s'accompagne d'attitudes d'inquiétude et de repli

	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiant	Hors système
	100%	100%	100%	100%
Pense que ses enfants vivront :				
mieux ou aussi bien que soi	26%	36%	19%	21%
un peu moins bien	39%	38%	43%	36%
beaucoup moins bien	35%	26%	38%	43%
Degré d'inquiétude sur sa retraite				
Pas inquiet	24%	31%	21%	19%
Assez inquiet	40%	42%	42%	35%
Très inquiet	36%	27%	37%	46%
Perception de la situation économique de la France d'ici 6 mois :				
Optimiste	35%	50%	26%	29%
Pessimiste	65%	50%	74%	71%
Pense que la France doit :				
s'ouvrir au monde	38%	49%	36%	27%
se protéger du monde	38%	33%	38%	44%
ni l'un, ni l'autre	24%	18%	26%	29%
Vote au référendum sur le TCE en 2005 (exprimés)				
oui	45%	54%	39%	38%
non	55%	46%	61%	62%
* Les pourcentages se lisent en colonne.				

Incertitude et faible attente sur l'élection présidentielle

La crise de confiance dans le système gauche/droite pèse sur la campagne électorale. Elle favorise des attitudes de distance à l'égard de l'élection, d'incertitude sur le choix électoral et de faible attente sur ses résultats. Ainsi, les défiants ne sont-ils que 46% à répondre que la campagne telle qu'elle se déroule leur donne envie de voter (contre 77% parmi les intégrés), 49% à déclarer à la mi-février leur choix déjà fait (contre 78% chez les intégrés). Ils ne sont que 33% à estimer que le résultat de l'élection est de nature à améliorer les choses en France, une différence énorme avec les intégrés qui sont 72% à le penser. Ici encore, le score des défiants est très proche de celui des hors système (31%). La crise du système gauche/droite est telle que l'élection présidentielle n'apparaît plus comme le moyen de résoudre les problèmes mais plutôt comme une occasion de sanctionner, d'une façon ou d'une autre, le système, sachant qu'aucune amélioration notable ne peut de toute façon en être attendue.

Tableau 7: La défiance envers la gauche et la droite crée une relation de distance à l'élection présidentielle

	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiants	Hors système
	100%	100%	100%	100%
La campagne donne-t-elle envie d'aller voter ?				
Oui	54%	77%	46%	35%
Non	46%	23%	54%	65%
Le choix de son candidat est-il déjà fait ?				
Oui	54%	78%	49%	29%
Non	46%	22%	51%	71%
A l'intention d'aller voter (tout à fait certain)				
	79%	87%	79%	67%
Exprime un vote				
	86%	96%	87%	69%
Le résultat de l'élection permettra-t-il d'améliorer les choses en France ?				
Oui	46%	72%	33%	31%
Non	53%	28%	67%	69%
Les pourcentages se lisent en colonne.				

Il est à noter que les trois groupes ne manifestent pas au même niveau l'intention de participer à l'élection présidentielle ou la capacité d'exprimer un choix en faveur d'un candidat. Ce sont naturellement les hors système qui sont les plus en retrait : si 67% d'entre eux se déclarent "tout à fait certains" d'aller voter, la proportion monte à 79% parmi les défiants et à 87% chez les intégrés. Si l'on prend en considération ces deux filtres - participation et choix d'un candidat -, on constate que le poids relatif des trois groupes se modifie. Les hors système ne représentent plus que 18,5% du corps électoral exprimé (contre 26% dans l'ensemble de l'échantillon). Le mouvement se fait au profit des intégrés dont le poids passe de 36% à 43,5%, alors que les défiants restent parfaitement stables à 38%. Ainsi, une part importante des hors système s'abstient aux élections ou vote blanc choisissant ainsi de ne pas influencer directement la désignation des gouvernants.

Tableau 8: La distribution de la typologie du rapport au système gauche/droite selon l'implication dans l'élection présidentielle.

	Ensemble de l'échantillon	Iront voter (tout à fait certains)	Iront voter et expriment un choix
Intégrés	36	39	43,5
Défiants	38	38	38
Hors système	26	23	18,5
	100%	100%	100%
Les pourcentages se lisent en colonne.			

Les intentions de vote dans les trois groupes

Analysées selon la typologie du rapport au système gauche/droite, les intentions de vote – font apparaître une situation très diversifiée même s’il faut garder présent à l’esprit qu’elles ont été recueillies à la mi-février et ont donc évolué depuis. Les grands candidats de la gauche et de la droite (Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy) ne dominent les intentions de vote que dans la seule catégorie des intégrés où ils atteignent à eux deux 76 % des suffrages exprimés contre 40 % parmi les défiants et 48 % parmi les hors système. Dès la mi-février, au moment où s’amorçait sa percée « sondagière », François Bayrou se plaçait en tête parmi les défiants, de très peu il est vrai mais il importe de noter que le leader de l’UDF recueille trois fois plus de voix dans cette catégorie en rupture avec le système gauche/droite que parmi les intégrés.

Pour sa part, Nicolas Sarkozy recueille un pourcentage d’intentions de vote très élevé parmi les « hors système », ce qui contribue fortement à son bon score global (31 % de suffrages exprimés dans l’ensemble de l’échantillon) et s’explique par sa capacité à tenir tête, pour le moment au moins, à Jean-Marie Le Pen dans cette fraction de l’électorat, la plus critique envers le système.

Tableau 9: Les intentions de vote à l’élection présidentielle en fonction de la typologie du rapport au système gauche/droite.

Sur 100 suffrages exprimés	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiants	Hors système
Extrême gauche + M-G Buffet	11,5	8	15	13
S. Royal	25	34	21	18
D. Voynet	1,5	1	2	2
Hors gauche/droite	1	1	1	1
F. Bayrou	15	7	22	18
N. Sarkozy	31	42	19	30
Ph. De Villiers	2	1	3	2
J-M Le Pen	12	6	16	15
Autre candidat	1	0	1	1
	100	100	100	100
<i>Abstention, blanc, nul</i>	<i>14%</i>	<i>4%</i>	<i>13%</i>	<i>31%</i>

Les pourcentages se lisent en colonne.

Le fait que la gauche, toutes tendances confondues, soit faible paraît lié à son excessive intégration au système politique. Elle totalise 43 % des intentions de vote parmi les intégrés, baisse à 38 % parmi les défiants et tombe à 33 % chez les hors système. On note également le faible score des extrêmes-gauche et droite confondues – parmi les hors système : 28 % des intentions de vote alors qu’elles totalisent 31 % parmi les défiants. Il y a là sans doute la trace de la pression du « vote utile » qui joue contre l’extrême gauche en faveur de Ségolène Royal et de la pression du « vote efficace » que tente d’exercer Nicolas Sarkozy contre Jean-Marie Le Pen.

La candidate socialiste la plus fragilisée par la défiance envers le système gauche/droite

Jusqu'à présent, la campagne électorale n'a pas permis de restaurer la confiance envers la gauche et la droite. Et la candidate socialiste paraît, pour le moment au moins, en être la plus fragilisée. C'est parmi les catégories traditionnellement les plus acquises au vote socialiste – les enseignants et les professions intermédiaires – que le taux de défiants a le plus progressé au cours de la dernière année, comme permet de l'établir la série des enquêtes du Baromètre Politique Français. D'avril 2006 à février 2007, il a ainsi progressé de dix sept points, chez les enseignants et de quatorze points parmi les professions intermédiaires, alors qu'il n'a varié que d'un point dans l'ensemble de l'échantillon.

La crise de confiance affecte davantage les sympathisants socialistes que ceux de l'UMP. Il importe de bien prendre la mesure de ces résultats lourds de sens : en février 2007, il ne se trouve que 44 % des sympathisants socialistes à faire confiance à la gauche pour gouverner le pays alors que 55 % ne lui font pas confiance. Ces résultats divergent nettement de ceux de l'UMP, qui résiste mieux à la crise du système politique puisque 61 % de ses sympathisants font confiance à la droite pour gouverner (contre 39 % qui ne lui font pas confiance).

Tableau 10: La crise du système gauche/droite touche davantage le Parti socialiste que l'UMP.

Sympathisants du parti socialiste		Sympathisants de l'UMP	
Fait confiance à la gauche pour gouverner	44	Fait confiance à la droite pour gouverner	61
Ne lui fait pas confiance	55	Ne lui fait pas confiance	39
Sans réponse	1	Sans réponse	0
Total	100%	Total	100%

Les pourcentages se lisent en colonne.

Dans cette crise du système gauche/droite, l'électorat le plus fragile est donc celui du Parti socialiste. L'analyse du vote de ses sympathisants selon les trois groupes que nous avons identifiés met en évidence la fidélité des intégrés au vote Royal (à 85 %) mais un glissement des défiants, dès la mi-février, vers le vote Bayrou et des hors système vers le vote Sarkozy. Ces résultats doivent être appréciés en tenant compte du poids respectif des trois groupes : 52 % des socialistes qui expriment une intention de vote sont intégrés, 35 % défiants et seulement 13 % hors système. Mais, au total, c'est près du tiers des sympathisants socialistes qui exprime un choix électoral contraire au candidat choisi par leur parti.

Tableau 11: Les intentions de vote des sympathisants socialistes selon leur rapport au système gauche/droite.

Sur 100 suffrages exprimés	Ensemble des sympathisants socialistes	Intégrés	Défiants	Hors système
S. Royal	71	85	61	43
Reste de la gauche	9	5	13	10
F. Bayrou	9	5	15	11
N. Sarkozy	7	3	6	24
Reste de la droite	3	1	5	8
Autre candidat	1	1	0	4
	100%	100%	100%	100%
Les pourcentages se lisent en colonne.				

*

La difficulté des candidats-leaders de la gauche, avec Ségolène Royal et, à un moindre degré, de la droite, avec Nicolas Sarkozy à tenir leur position, la forte progression de François Bayrou, l'incertitude qui demeure sur le score de Jean-Marie Le Pen doivent être reliés à la crise d'adhésion au système gauche/droite qui structure (structurait ?) la vie politique à travers ses deux partis dominants, le Parti socialiste et l'UMP.

La candidate socialiste ne peut espérer regagner le terrain perdu sur le seul thème du rassemblement et de la mobilisation de la gauche puisque celle-ci ne suscite que 17 % d'adhésion. Le candidat de l'UMP ne pourra l'emporter en s'appuyant sur la seule droite, qui n'obtient que 21 % d'adhésion. Le candidat de l'UDF, s'il parvient à être élu, le sera grâce à cette montée de la défiance mais il ne pourra diriger le pays pendant cinq ans à partir d'une telle motivation. Il y a là pour les trois postulants à la victoire matière à réflexion sur les profondes réformes politiques nécessaires à la bonne gouvernance du pays.